

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 11 avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GRAVIRHONE (SARL)**

Pont de la Loi  
B.P 8  
01350 Culoz-Béon

Références : 20250213\_RAP\_GRAVIRHONE-Complet.odt  
Code AIOT : 0006101677

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2025 dans l'établissement GRAVIRHONE (SARL) implanté Les îles de Vions 73310 Vions. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été conduite dans le cadre de l'instruction du Porter à Connaissance transmis à la DREAL en date du 27/12/2024 et sollicitant l'adaptation de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière daté du 19/07/2016.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRAVIRHONE (SARL)
- Les îles de Vions 73310 Vions
- Code AIOT : 0006101677
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRAVIRHONE est autorisée à exploiter la carrière alluvionnaire en eau de type sables et graviers, au lieu-dit "Ile de Vions" sur les communes de Vions (73) et Culoz (01), sous couvert d'un

arrêté inter-préfectoral d'autorisation d'exploiter du 19 juillet 2016 et accordée pour une durée de 30 ans.

L'extraction du gisement est conduite au moyen d'une drague flottante à grappin complété d'une pelle mécanique pour le talutage des berges. Les matériaux extraits sous eau sont amenés sur la plate-forme de travail par bande transporteuse flottante où ils sont stockés pour égouttage. Ils sont ensuite repris à l'aide d'une chargeuse et acheminés par camions vers les installations de traitement situées en dehors du périmètre la carrière.

Il s'agit de matériaux de très bonne qualité qui sont destinés à des usages "nobles" tels que la fabrication de produits bétons, béton hydraulique ou enrobés.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.5	Sans objet
2	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.10	Sans objet
3	Dispositions particulières de remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.4.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les données de production transmises par l'exploitant ayant démontré une baisse notable de l'activité depuis plusieurs années, il a été demandé à l'exploitant de se positionner sur les conséquences de cette baisse et ses impacts vis-à-vis du phasage d'exploitation prescrit dans l'AP du 19/07/2016.

Par ailleurs, cette visite a permis de confirmer la nécessité d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19/07/2016. Ces demandes d'adaptation concernent :

- d'une part, les modalités de lutte contre la prolifération des espèces invasives du site. Sur ce point, il est proposé au préfet de donner acte de ces modifications.
- d'autre part, le volume de matériaux entreposés temporairement en bordure du plan d'eau de la zone d'extraction. Sur ce dernier point et même si les éléments du Porter à Connaissance ne remettent pas en cause la demande, il est attendu du pétitionnaire qu'il se rapproche de la Compagnie Nationale du Rhône afin que le concessionnaire du domaine concédé hydroélectrique puisse confirmer ce positionnement quant à cette adaptation. Sur la base de cette validation, il sera également proposé au préfet de donner acte de ces modifications.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions particulières d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conduite de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La progression de l'exploitation se fera en six phases quinquennales successives avec un volume de production maximum de 240 000 t/an. La remise en état se fera de façon coordonnée à l'avancement. [...] L'exploitation consiste à : <ul style="list-style-type: none"><li>- approfondir l'excavation de la zone en renouvellement de 10 m passant ainsi de 30 à 40 m (cote de fond passant de 205 m NGF à 195 m NGF),</li><li>- agrandir d'une surface d'environ 7,5 ha le plan d'eau actuel.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la revue documentaire, l'exploitant a présenté les données relatives à la production du site sur les 3 dernières années. Ces données démontrent un écart notable entre le volume de production maximum annuelle autorisé à 240 000 t et la réalité de l'exploitation. L'exploitant a indiqué se situer dans une phase d'exploitation transitoire située en fin de phase 2 et au début de la phase 3.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Au regard des conséquences potentielles sur les conditions de remise en état dont les opérations sont prévues de façon coordonnée à l'avancement, il est demandé à l'exploitant de se positionner quant aux conséquences de cette dérive vis-à-vis du phasage d'exploitation prescrit dans l'arrêté préfectoral du 19/07/2016 et en particulier les impacts sur les principes de remise en état du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Dispositions particulières d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.10
<b>Thème(s) :</b> Autre, Lutte contre les espèces invasives
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions pour lutter contre la prolifération des espèces invasives. [...] En cas d'apparition de Renouée du Japon sur la carrière (espèce particulièrement présente le long des berges des digues), l'exploitant mettra en place les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- enlèvement des plants de Renouée présents sur le site avant les travaux d'extraction par terrassement des parties racinaires avec une pelle mécanique,</li><li>- stockage des fragments de Renouée sur une zone identifiée,</li><li>- enfouissement de ces fragments en fond de casier de remblaiement.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection précédente en date du 02/03/2023, le service d'inspection des installations classées avait constaté un écart notable entre les modalités d'élimination de la Renouée du Japon mises en œuvre par la société GRAVIRHONE et les bonnes pratiques associées ainsi que sur le respect de l'article 7.10 de l'AP du 19/07/2016. Fort de ce constat, il avait été demandé à l'exploitant d'apporter des mesures correctives. Dans ce cadre, l'exploitant a déposé un Porter à Connaissance, parvenu au service d'inspection des

installations classées en date du 27/12/2024, formulant une demande d'adaptation des dispositions réglementaires prescrites à l'article 7.10 de l'AP du 19/07/2016. En effet, la société GRAVIRHONE souhaite aujourd'hui pouvoir éliminer par traitement thermique la Renouée du Japon sur un site de la société SUEZ basé à Chambéry. Le Porter à Connaissance et les échanges sur site apportant l'ensemble des éléments permettant de justifier de l'absence d'impact nouveau ou supplémentaire de cette adaptation, le service d'inspection propose au préfet de "donner acte" à cette modification à l'article 7.10 de l'AP du 19/07/2016.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Dispositions particulières de remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2016, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité générale et risques en cas de crues
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de crue prévisible ou en cas de vidange programmée d'un barrage, les engins de la carrière sont positionnés à l'opposé de la digue longeant le Rhône ou sont évacués vers le site de Culoz. L'exploitant s'assure également que la carrière ne présente pas d'obstacles au libre écoulement des eaux.</p> <p>De façon pérenne, l'exploitant limite à environ 1 000 m<sup>3</sup> la quantité de matériaux stockés sur la carrière tel que prévu par l'étude hydraulique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 02/03/2023, le service d'inspection des installations classées avait constaté un écart vis-à-vis de l'article 7.4.2 de l'AP du 19/07/2016 en ce qui concerne la présence de près de 10 000 m<sup>3</sup> de matériaux entreposés près du plan d'eau, constitués à la fois de terres de découverte et de graviers bruts.</p> <p>Lors de la revue documentaire de la présente inspection, l'exploitant a ré-expliqué au service d'inspection des installations classées que 3 types de matériaux étaient entreposés près du plan d'eau en cours d'extraction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les terres de découverte composées de stériles et de terres végétales,</li> <li>• les matériaux bruts extraits en cours de ressuyage et en attente de transfert vers les installations de traitement de CULOZ,</li> <li>• les boues de lavage issues de ce traitement.</li> </ul> <p>Dans le cadre de la demande d'autorisation de renouvellement et d'extension déposée par la société GRAVIRHÔNE en février 2014, une étude hydraulique a été jointe au dossier afin de justifier que ce projet n'aggravait pas le risque d'érosion des berges du Rhône et ne constituait pas de risque en cas de crue. Au terme de cette étude, qui comprend plusieurs modélisations et scénarii, il a notamment été attesté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le projet n'aggravait pas les débits de crue à l'aval ;</li> <li>• Le projet n'aggravait pas les niveaux en crue localement.</li> </ul> <p>Au contraire, la création d'un nouveau casier d'extraction allait permettre un espace de stockage supplémentaire de l'ordre de 100 000 m<sup>3</sup> et améliorer très légèrement la situation de l'époque en cas de crue.</p> <p>Le dossier de « Porter à Connaissance » déposé par la société GRAVIRHONE le 4/11/2024 rappelle qu'au sein même du chapitre « Conclusion » de l'étude hydraulique, il est noté, en guise de « nota bene » que : <i>« les volumes de graviers stockés sur place après extraction occupent une zone inondable réservée en principe au stockage des crues. Cependant, l'agrandissement de la gravière permet un volume de stockage supplémentaire de 10 heures sur 1 mètre de haut, de la cote TN (236) à plan d'eau (235), soit 100 000 m<sup>3</sup>, qui compense très largement le volume de gravier stocké en zone inondable.</i></p>

*A titre indicatif, GRAVIRHÔNE stocke plus de 3 000 tonnes, soit 1 500 m<sup>3</sup> ».*

C'est, semble-t-il, sur la base de cette simple remarque que l'arrêté préfectoral du 19/07/2016 a été rédigé pour limiter le volume de stocks sur la carrière à 1 000 m<sup>3</sup>.

Afin de répondre à la non-conformité constatée lors de la visite du 02/03/2023 du service d'inspection, la société GRAVIRHÔNE a pu contacter l'un des experts ayant rédigé l'étude hydraulique pour le compte de la CNR en juin 2009, M. Francis FRUCHART. Celui-ci étant désormais consultant auprès de la société Easy Hydro, il a rédigé pour le compte de la société GRAVIRHÔNE un courrier en date du 07/07/2023 dans lequel il expose les faits suivants :

- *"Comme indiqué dans l'étude hydraulique, les 1 500 m<sup>3</sup> de stocks évoqués dans l'étude ne l'étaient qu'à titre indicatif et ne constituaient en aucun cas une recommandation de volume à ne pas dépasser.*
- *Comme démontré dans cette étude, le projet d'extension allait créer un volume de stockage supplémentaire de l'ordre de 100 000 m<sup>3</sup> pour les eaux du Rhône en cas de crue ;*
- *Par suite, quel que soit le volume de matériaux stockés par la société, « et même 10 fois plus » selon l'expert, l'écrêtement des crues par la gravière est toujours supérieur à celui de l'état naturel."*

S'appuyant sur cette confirmation à dire d'expert, la société GRAVIRHÔNE demande donc à ce que l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 19/07/2016 soit modifié. Cette demande précise que le volume maximal de matériaux entreposés au sein du site, quelle que soit leur nature (découverte, boues ou gisement alluvionnaire) n'excédera pas 15 000 m<sup>3</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Même si l'ensemble des éléments transmis confirme que les dépôts de matériaux d'un volume ne dépassant pas 15 000 m<sup>3</sup> ne constituent pas un obstacle à l'écoulement des eaux du Rhône en cas de crue, l'exploitant s'assurera auprès de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) que les modifications apportées à l'article 7.4.2 de son AP du 19/07/2016 ne sont pas remis en cause par l'analyse du concessionnaire.

La preuve de cette validation devra être transmise au service d'inspection des installations avant qu'il propose au préfet de donner acte à cette modification.

Par ailleurs et si nécessaire, le service d'inspection des installations classées se réserve le droit de saisir, pour avis, l'inspecteur référent de la DREAL en charge du contrôle des ouvrages hydrauliques.

**Type de suites proposées :** Sans suite